

Déclaration de la Ligue pour la Défense du Canada

"Ni le gouvernement, ni le parlement actuels ne sont déliés de leurs engagements anticonscriptionnistes"
— "Que les "oui" aient été plus nombreux que les "non" dans l'ensemble du pays ne change rien à la situation" — "Un pacte reste un pacte"

La Ligue poursuivra son activité jusqu'à la fin
de la guerre

La Ligue pour la Défense du Canada communique:

Ni le gouvernement ni le parlement actuels ne sont déliés de leurs engagements anticonscriptionnistes: voilà ce qui ressort d'une analyse rapide du vote de lundi, quelle qu'esoit l'interprétation qu'on en ait donnée depuis.

En effet, la promesse de ne "jamais" recourir à la conscription pour service outre-mer, avait été faite à la province de Québec, et c'est à cette condition que le Québec avait accepté de collaborer à l'effort de guerre.

Or, par une majorité substantielle, cette province vient de signifier au gouvernement actuel et à tout gouvernement à venir, qu'elle refuse d'effacer les engagements pris envers elle il y a deux ans et demi et plusieurs fois renouvelés depuis.

Que les OUI aient été plus nombreux que les NON dans l'ensemble du pays ne change rien à la situation: un groupe de débiteurs ne saurait se débarrasser de ses créanciers en prétextant qu'il est la majorité. Dans le cas présent, le nombre n'efface pas plus légitimement la parole jurée que les tanks ou les avions de combat. Un pacte reste un pacte, ou bien nous vivons sous un régime de force.

La situation est donc exactement ce qu'elle était en 1939 et en 1940;

aucun chef politique, aucun parti comme aucune coalition de partis n'a aujourd'hui le pouvoir moral d'imposer au pays la conscription pour service outre-mer. Et le vote de la province de Québec exprime, non de la méfiance vis-à-vis du premier ministre, mais le désir qu'il reste lié par ses promesses.

Le scrutin du 27 avril a en outre révélé qu'au moins 557,000 citoyens habitant hors du Québec sont également opposés à cette mesure, qu'ils mettent le sentiment de la patrie canadienne au-dessus des considérations de race ou d'impérialisme. Quand on songe qu'aucun mouvement anticonscriptionniste ne fut organisé dans 8 des 9 provinces canadiennes, que tout y fut mis en branle pour obtenir un vote affirmatif et qu'on n'y put entendre qu'un son de cloche, ce résultat paraît intéressant et ouvre de larges perspectives sur l'avenir.

Aussi est-ce la ferme intention de la *Ligue pour la Défense du Canada* de poursuivre ses activités jusqu'à la fin de la guerre, dans la mesure où le lui permettront les lois canadiennes et l'appui des libres citoyens du pays. Elle défendra jusqu'au bout l'inviolabilité des pactes, nationaux aussi bien qu'internationaux, et une politique en accord avec les meilleurs intérêts canadiens.

Le secrétaire de la Ligue:
André LAURENDEAU